

Projet d'intervention - 38^{ème} session de la Commission des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Madame la secrétaire exécutive,
Messieurs les Présidents,
Mesdames et messieurs les Ministres,

Je suis très honoré de pouvoir intervenir à vos côtés et porter la parole de la France à cette session ministérielle de haut niveau, sur un sujet qui nous concerne tous aujourd'hui.

Madame la secrétaire générale, au nom de notre ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, qui regrette de ne pouvoir être là, je vous remercie chaleureusement pour cette invitation.

Lors de la 37^{ème} session de la CEPALC en 2018, nul n'aurait pu prévoir ni même imaginer ce bouleversement sanitaire, économique, humanitaire et sécuritaire qui frappe nos pays, et encore plus durement le continent latino-américain. **A ce titre, la France souhaite vous témoigner de toute sa solidarité dans cette épreuve que vous traversez.**

Confrontées aux mêmes défis et unies par des liens historiques et humains très denses, je suis convaincu que **l'Europe et l'Amérique latine doivent agir de concert**. Agir de concert **pour répondre à l'urgence pandémique qui est encore là, mais aussi pour envisager l'après crise qui doit notamment se fonder sur la poursuite d'une croissance durable et solidaire**. C'est dans cette optique que la France a organisé le 10 juillet dernier une réunion virtuelle associant plusieurs ministres européens et latino-américains à laquelle certains d'entre vous ont participé, et nous vous en remercions.

Il me semble que **trois priorités** doivent guider notre coopération : la solidarité ; la construction d'une mondialisation renouvelée, plus juste et résiliente ; le renforcement du multilatéralisme et de notre dialogue politique.

*

1) La solidarité

Face à l'ennemi pandémique qui est toujours, la **solidarité, sur le plan sanitaire comme économique, guide l'action de la France** qui se tient aux côtés de ses partenaires de la région Amériques latine et Caraïbes les plus touchés, avec **près de 800 millions d'euros de contributions financières** spécifiquement dédiés aux conséquences de la crise de la Covid-19 en 2020. La France a pu convenir également cette année de prêts pour **soutenir les programmes d'aide d'urgence aux populations modestes avec la Bolivie et le Brésil.**

Cette solidarité s'incarne aussi à travers **l'augmentation de nos contributions aux institutions financières internationales et de l'Union européenne.**

[Autres exemples si besoin] Cette année, la France a également appuyé en don les capacités de santé à Cuba, en République Dominicaine, en Haïti, au niveau de l'Agence Caribéenne de santé publique, et dans le bassin amazonien, et s'est engagée dans des coopérations hospitalières en Bolivie, en Equateur, en Colombie et au Pérou.

2) La construction d'une mondialisation renouvelée, plus juste et résiliente

La crise que nous traversons a exacerbé les déséquilibres préexistants de notre système international qui affectent particulièrement **les pays latino-américains, touchés aujourd'hui par une forte augmentation de la pauvreté.**

Ainsi que l'a déclaré le Président de la République française, Emmanuel Macron, lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre dernier, « nous devons reposer ensemble les bases d'une mondialisation plus juste, plus équilibrée, plus équitable, plus durable ».

Au-delà de l'objectif du rebond de l'économie, la reconstruction post-covid devrait être orientée sur la protection des biens communs, comme la santé, l'éducation, le climat, et constituer l'occasion de lancer des changements structurels. Des changements porteurs d'emploi et de cohésion sociale mais aussi porteurs de la transition écologique et climatique.

C'est le sens des coalitions que la France porte avec certains pays, que ce soit l'Alliance pour les forêts tropicales, ou la coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples. La France a engagé 1,9 Mds en 2019, pour les transitions écologique, énergétique, sociale et territoriale et continuera à vous soutenir pour faire face à ces défis, notamment à travers l'Agence française de développement.

La France apporte son soutien politique à la CEPALC qui a un rôle clé à jouer pour faciliter la mise en œuvre de cette reconstruction résiliente et durable dans la région et renforcer l'action multilatérale.

3) Le renforcement du multilatéralisme et de notre dialogue politique

La période que nous traversons nous enseigne que seule la coopération nous permettra de sortir de cette crise par le haut et de construire la résilience face aux défis globaux que nous partageons. Nos deux régions sont unies par une communauté de valeurs et des liens historiques qui incitent naturellement à un rapprochement. Dans un contexte de remise en cause du multilatéralisme et de rivalités internationales, il est plus que jamais essentiel que nos pays soient unis pour soutenir la coopération et l'action multilatérale. Pour cela, **la France appelle de ses vœux le maintien d'un dialogue politique de haut niveau entre nos deux régions.**

*

Pour finir cette intervention tout en appelant à une poursuite de nos échanges, je vous invite à participer au Forum de Paris pour la paix, qui aura lieu en format numérique du 11 au 13 novembre 2020. Il sera consacré à la réponse multi-acteurs à la crise et complètera utilement les discussions de cette 38^{ème} session de la CEPALC.

Je vous remercie de votre attention.